



Emploi industriel : Donnons un avenir à notre département

Participons au forum débat :

➤ **le Jeudi 12 Avril de 18 h à 20 h 30**
Salle polyvalente de l'espace Bascoulard Route de Guerry

Débat animé par Magali SAINT-GENES, journaliste au BERRY REPUBLICAIN
et par Bernard STEPHAN, Rédacteur en Chef du journal

Dans toutes les filières industrielles et les services, les salariés constatent que la recherche de rentabilité financière à court terme a pris le pas sur la nécessité d'un développement durable de l'industrie.

QUELQUES REPERES :

L'emploi industriel dans notre département représente aujourd'hui 20377 salariés sur les 67430 que compte le Cher (soit 30,21 %).

L'emploi industriel est en recul de 13 % depuis 2001 et continue de régresser au rythme de 2 % par an. Depuis 1995, la France a perdu 300.000 emplois industriels.

C'est le cas chez NEXTER (ex GIAT), Michelin, Rosières, Automotive, Mbd, mais aussi Semt Pielstick, Timken, Bussières, Smurfit, Fass) ou chez Wagon à St-Florent qui vient d'annoncer 134 suppressions de postes.

Les projections à l'horizon 2005 font apparaître une baisse de la population active de plus de 14.000 personnes.

La pauvreté s'installe, et 7 % de la population bénéficie de la CMU, ce qui nous place en tête des départements de la région centre.

DES BENEFICES RECORDS

Ce sont les actionnaires qui sont les gagnants de cette politique. Au premier semestre 2006, les entreprises du CAC 40 ont vu leurs bénéfices progresser de 23 % pour atteindre 50 Milliards d'euros.

Les entreprises en France disposent de 567 milliards d'€ de trésorerie, soit plus que le budget de l'Etat et des collectivités territoriales réunies.

Productivité horaire au travail : Des chiffres qui cassent les idées reçues La France en tête (Source OCDE)

France 100
Usa 91
Allemagne 91
Italie 91
Grande Bretagne 78
Espagne 69
Japon 67

Emploi des Jeunes

En juin 2006,
46 % des 629.000 intérimaires
sont des jeunes

La recherche en France

L'effort de recherche est inférieur de
15 % à celui de l'Allemagne,
de 20 % avec les USA,
et de 25 % avec le Japon.

Investissement

En France, 70 % des résultats
financiers ne sont pas réinvestis
dans l'entreprise

Malgré les nombreuses restructurations, notre département dispose encore d'un potentiel industriel non négligeable qu'il conviendrait de développer : c'est le cas dans l'automobile avec ses entreprises de sous-traitance, le caoutchouc, l'électronique et l'informatique, les industries d'armement à diversifier.

Maintenir et diversifier les industries d'armement

2500 emplois directs ont disparu depuis 15 ans, dans des secteurs clés et stratégiques qui ont toujours relevé de la responsabilité directe des gouvernements successifs.

Cette situation a eu des effets, déstructurant la base du tissu économique avec des conséquences en cascade sur la sous-traitance industrielle et sur les activités de commerce et de services.

Tous les gouvernements ont voulu essayer de traiter le problème en utilisant des fonds publics sensés servir à compenser les emplois perdus dans ces secteurs.

Sauf que les restructurations ont toujours avancé à un rythme beaucoup plus soutenu en terme de suppression d'emplois.

Enfin, nous n'avons jamais eu en France, de volonté politique visant à diversifier les activités d'armement afin de préserver les potentiels détenteurs de technologies de pointe pour les mettre au service de l'homme, par exemple sur tout ce qui touche aux questions de notre temps, sur la politique environnementale, les énergies du futur.....

Ces industries doivent être placées sous maîtrise publique

Les armes ne sont pas une marchandise comme les autres, les industries de défense doivent être placées hors du champ de l'économie concurrentielle.

Ce secteur doit rester sous la maîtrise de l'Etat et de la représentation nationale dans le cadre de la création d'un Pole Public National de Défense chargé d'assurer les missions régaliennes qui lui sont dévolues, mais aussi pour rendre possible une authentique politique de développement d'activités civiles, ce qui suppose de mettre un terme aux politiques de restructurations.

FASS

(Fonderies et ateliers de Saint-Satur) appartenant au groupe CF2M. Investir à Saint-Satur

Cette fonderie de 146 salariés est l'une des rares en Europe à maîtriser la fabrication d'arbres à cames trempés sur refroidisseurs.

FASS n'a jamais été un centre de perte du groupe et la dette en question invoquée par le PDG pour justifier la mise en redressement judiciaire n'est pas générée par la marche de l'usine, ni malheureusement par l'investissement pour son avenir. Le PDG a confirmé qu'il s'agit bien d'une « dette fiscale et sociale ». Le seul investissement du groupe a été dans l'acquisition d'une fonderie en Pologne : MétalPol où il compte faire des superprofits avec 450 salariés

Il faut que le groupe :

- **maintienne les effectifs.** (Il ne peut y avoir de licenciements économiques motivés par une dette fiscale et sociale).
- **investisse dans la modernisation de l'outil et la mise aux normes de sécurité.**



SEMT PIELSTICK

Le seul motoriste en France pour la marine

Vendu par Alstom au groupe allemand MAN, Semt Pielstick, est constitué de 3 établissements en France dont 590 salariés à ST-NAZAIRE et **60 à JOUET SUR L'AUBOIS**.

SEMT Pielstick conçoit, développe, fabrique, vend et assure le service après-vente de ses moteurs 4 temps répartis en deux familles : les moteurs rapides et les moteurs semi rapides L'entreprise est présente sur 4 grands marchés : la Marine Marchande - la Marine Militaire -les Centrales Terrestres - la Traction Ferroviaire

Depuis la vente de l'entreprise à MAN, nous assistons :

- à une perte d'autonomie commerciale, financière et industrielle.
- à une politique de créneaux qui exclu SEMT PIELSTICK de certains marchés.
- à la rationalisation de la gamme des moteurs.
- à l'abandon des moteurs en ligne.

L'entreprise étant bénéficiaire chaque année depuis 1989, il est inacceptable de la laisser déperir en sachant que la quasi-intégralité des bénéfices réalisés sont destinés aux actionnaires et non au développement de l'entreprise.

La SEMT Pielstick est le dernier motoriste français à fournir des moteurs pour la marine française et la marine nationale. Elle est aussi spécialisée dans les moteurs de secours pour les centrales nucléaires. Ces deux points méritent une attention particulière de la part des pouvoirs publics.

WAGON Automotive

L'usine de St-Florent est privée de charge de travail pour l'année 2007 sous prétexte de la position géographique du site florentais. Il en résulte 134 suppressions d'emploi pour un effectif de 215 salariés.

Cependant, des sites industriels situés aux côtés des usines d'assemblage de Peugeot et Renault subissent aussi des plans de licenciements. La géographie n'a rien à voir avec la stratégie financière des actionnaires qui est de prendre le contrôle de tous les sous-traitants de l'automobile.

Il faut que les 13,4 millions d'€uros prévus pour les licenciements soient utilisés pour la recherche de marchés nouveaux, hors automobile, que soit installé pour cela, un service commercial à St-Florent.

MICHELIN

20 000 suppressions d'emplois annoncées dans le monde dont 365 emplois à Saint-Doulchard,

Alors que Michelin vient d'annoncer deux gros contrats avec l'armée Américaine et l'US Navy d'une valeur de 1,7 milliard de dollars.

Le contrat lié à l'US Navy concerne particulièrement l'usine de Saint-Doulchard, puisque le site devrait, d'après le directeur, devenir le pôle mondial de la fabrication avion militaire et chargé de répondre aux commandes de l'US Navy.

D'un coté Michelin veut licencier et de l'autre, il faudrait que les salariés produisent plus, avec des salariés en situation précaire et le travail du dimanche... Une aberration !

Michelin n'est pas une PME en dépôt de bilan, ses bénéfices records (889 millions d'euros en 2005) et ses deux contrats qui nous sont présentés comme étant faramineux doivent servir à maintenir la totalité des emplois sur le site de St -Doulchard.

Service à la personne

Le secteur des services devient nettement prépondérant, alors que celui de l'industrie demeure malgré tout significatif (même s'il perd régulièrement des emplois (4340 emplois), (3728 emplois services à la personne).

L'emploi sur le maintient des personnes à domicile est plus particulièrement féminin, il n'y a pas assez de formation pour ses salariés qui de ce fait ne sont pas spécialisés donc moins payés, de plus ce sont des contrats précaires sur de courtes durées de travail.

Retraitement des déchets

Domestiques et industriels, le Cher dispose d'atouts qu'il conviendrait de développer.

La Filière bois à développer

Le Cher est pourvu de nombreuses forêts (186 000 ha), mais le bois est exporté et transformé hors département, voire hors frontières alors que des industries de transformation pourraient s'installer.

Le bois est une matière d'avenir dans beaucoup de domaines, notamment la construction.



Education et industrie : deux éléments indissociables !

Le développement de la formation professionnelle, en particulier les filières technologiques et industrielles dans l'éducation nationale est étroitement lié à celui de l'industrie. Prenant prétexte de la désindustrialisation, l'Education Nationale juge inutile ces formations. En même temps, l'insuffisance de l'offre de formation dans l'éducation nationale constitue un frein à l'implantation et au développement des entreprises industrielles, notamment de haute technologie.

Offre de formation dans les lycées technologiques et professionnels et à l'IUT :

Stop aux dégradations !

Possibilité de poursuivre des études dans l'Académie :

- ▶ Post BEP : 3980 places pour 5524 demandes
- ▶ En BTS : 3037 places pour 9239 demandes

Attention aux idées reçues

Seuls, 50 % des travailleurs ont eu une formation en relation directe avec leurs études.

Il faut laisser aux jeunes une large place dans le choix de leurs études professionnelles.

Dévalorisation du travail dans la production des richesses :

- ▶ Le poids du travail dans le PIB est de 40%.
- ▶ Celui du capital est de 60%

En 15 ans, la tendance s'est inversée.

D'une façon générale, la puissance publique doit pouvoir intervenir dans le maintien de l'emploi et ne pas se contenter d'accompagner les restructurations en laissant les actionnaires décider seuls du sort des entreprises !

Les droits des salariés doivent être renforcés pour peser sur les choix économiques des entreprises.

Il faut imaginer des formes de représentation interentreprises pour les salariés des très petites entreprises.

Il faut un projet ambitieux en matière de formation

- ▶ Garantir à tous l'accès à un niveau V (CAP/BEP),
- ▶ Rendre la scolarité obligatoire jusqu'à 18 ans et viser l'objectif de BAC + 2 : ceci afin de permettre une insertion professionnelle de qualité
- ▶ Faciliter les réorientations
- ▶ Améliorer les possibilités de formation tout au long de la vie (sur le temps de travail)
- ▶ Favoriser la validation de l'acquis de l'expérience

Attention aux fausses solutions comme l'apprentissage

Ce type de formation, contrairement aux idées reçues, bloque les possibilités de poursuite d'études : seulement 1 % des apprentis du niveau CAP-BEP atteint le niveau ingénieur par apprentissage.

Les apprentis qui sont des jeunes principalement attirés pour des raisons financières, sont d'abord des salariés soumis aux contraintes du monde de l'entreprise avant d'être considérés comme des jeunes en formation.

